

CHRISTINE REVAULT D'ALLONNES BONNEFOY



Entretien avec

**Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, membre du
Parti socialiste français et du Groupe de l'Alliance
Progressiste des Socialistes et Démocrates -
Présidente de la délégation socialiste française au
Parlement européen**

Quel bilan de la dernière législature européenne?

• Votre plus grande réussite au cours de la législature 2014-2019 (collective ou personnelle)?

C.R. : « J'aimerais revenir sur trois grands succès de cette législature. D'abord une réussite collective : j'ai voté avec beaucoup de fierté et de conviction la réforme du **Règlement de Dublin** en commission des libertés civiles, ainsi qu'une réforme pour la création d'une **Agence indépendante pour l'asile**. Cette agence aura pour mission de soutenir les Etats membres, coordonner et renforcer la coopération et la mise en oeuvre du régime d'asile européen commun. Une grande partie de ces politiques repose sur la solidarité entre les Etats membres, il n'était donc pas rien de créer une telle agence. Nous sommes allés encore plus loin avec la réforme du Règlement de Dublin en proposant un système totalement nouveau, ambitieux, solidaire et responsable. Nous supprimons la notion de pays de première entrée au profit d'un mécanisme de relocalisation automatique et obligatoire. Plus simplement, cela signifie que tous les Etats devront traiter les demandes d'asile, pas uniquement l'Italie et la Grèce. Le Parlement européen est composé de tous les groupes politiques et de toutes les nationalités des Etats. En aucun cas il n'est plus simple pour cette assemblée d'arriver à un compromis que pour le Conseil des Etats membres. Mais nous l'avons fait en bonne intelligence. Plus personnellement, j'ai été très active dans deux dossiers qui me tiennent à cœur et que je considère comme deux réussites. D'abord en tant que négociatrice pour mon groupe dans la commission d'enquête sur les **fraudes aux mesures d'émissions des véhicules (EMIS)** à la suite du scandale Volkswagen. Grâce à mon groupe, la Résolution met particulièrement l'accent sur la protection des travailleurs et les compensations pour les consommateurs lésés, avec un net appui de la société civile. Les clients américains trompés par Volkswagen ont obtenu le droit de réclamer chacun jusqu'à 10 000 dollars d'indemnisation, il était inacceptable d'oublier les clients européens. Enfin, je suis très engagée pour le **droit des femmes** et le droit à disposer de leur corps. Dans un rapport du Parlement européen sur un traité international visant à lutter contre les violences faites aux femmes (Convention d'Istanbul), j'y ai fait ajouter un paragraphe sur l'avortement statuant que le déni d'un avortement sûr et légal est une violence extrême à l'encontre des femmes. Considérant qu'une grande partie de l'assemblée est conservatrice, c'était une immense victoire de pouvoir le voter et un message fort envoyé à toutes les femmes européennes.»

Biographie

2003: Membre du Conseil national du Parti socialiste (PS)

2004: Conseillère régionale d'Ile-de-France

2012: Secrétaire nationale du PS

2014: Députée européenne pour le Parti socialiste

2017 : Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen

• Le plus grand échec de la législature 2014-2019 ? Avez-vous des regrets?

C.R. : « J'ai des regrets qui sont liés à notre système institutionnel et au rôle du Conseil des Etats membres. Le Conseil est co-législateur, donc l'Union ne peut rien décider sans son accord et c'est malheureusement un vrai problème. Le Conseil est paralysé par l'hypocrisie et l'**attentisme des chefs d'Etats et de gouvernements**. Rien n'est décidé, rien ne bouge et les Etats enterrent les dossiers qui ne leur plaisent pas, sans aucune considération pour le travail effectué par le Parlement européen, pourtant élu au suffrage universel direct. Découlant de ce constat, je regrette que les sanctions demandées contre les Etats européens violant les droits fondamentaux ne soient toujours pas mises en oeuvre. Quand il s'agit de la Pologne par exemple, la Hongrie s'oppose à toutes les sanctions possibles, or il faut l'unanimité. **L'État de droit et les droits fondamentaux** sont à la base du projet européen, il est très décevant d'assister à un tel renoncement. Il en va de même pour la **réforme de l'asile**. Avec un mépris total pour la proposition du Parlement européen sur le Règlement de Dublin, il a été récemment décidé par les Etats membres de reporter le dossier à plus tard; ce qui signifie à jamais. Aucun texte relevant du régime européen d'asile n'a été formellement adopté car ils sont toujours, depuis des mois, bloqués au Conseil. »

« À nous de porter une alternative crédible et de convaincre que des politiques sociales, solidaires et humanistes sont bénéfiques à tous, pas seulement à ceux qui sont concernés. »

CHRISTINE REVAULT D'ALLONNES- BONNEFOY

• Un pronostic pour votre famille politique pour les élections européennes de 2019 ?

C.R. : « Je n'ai pas l'habitude de pronostiquer car rien n'est joué d'avance dans une élection. Mais ce qui est certain, c'est que la **bataille avec les libéraux et les nationalistes** va être rude. Nous observons une poussée inquiétante des mouvements nationalistes et populistes en Europe. Ils usent des pires arguments, souvent fallacieux, et semblent être de plus en plus écoutés et repris. À nous de porter une alternative crédible et de convaincre que des **politiques sociales, solidaires et humanistes** sont bénéfiques à tous, pas seulement à ceux qui sont concernés. »

• Les plus grands défis pour l'Union européenne durant la législature 2019-2024?

C.R. : « L'Union doit changer en profondeur son fonctionnement, notamment sa **procédure législative ordinaire**, si elle veut être capable d'agir rapidement et avec efficacité. Aujourd'hui, le système est vicié de l'intérieur avec la paralysie du Conseil des Etats membres. Nous avons besoin d'une **réforme des traités** afin de clarifier la **répartition des compétences**: le Parlement européen doit légiférer seul lorsqu'il s'agit de compétences européennes. L'autre défi est bien sûr la mise en place d'une **Europe sociale** qui profite à l'ensemble des Européens. »

• A quoi ressemblera l'Union européenne en 2030?

C.R. : « Dans l'idéal, en 2030, l'Europe est **fédérale** ! L'Europe serait alors capable de traiter les grands défis de notre temps qui sont tous transfrontaliers. Une Europe fédérale passe aussi par une meilleure **participation des citoyens**, qui seraient remis au cœur de la décision. L'Europe fédérale est une conviction forte des Sociaux-Démocrates. »

Propos recueillis par Lucie Solem - Présidente d'EuroCité